



Michel ROGER



Hervé MORIN

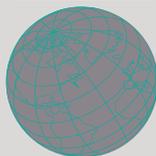


Jérôme CHAMPAGNE



Jean-Marc de LA SABLIERE

GÉOÉCONOMIE



Choiseul



La culture française de l'intelligence

Directeur et fondateur de l'École de guerre économique et directeur associé du cabinet Spin Partners, Christian Harbulot participa en 1994 à la rédaction du rapport Martre qui pose les fondements de l'intelligence économique en France. Il est notamment l'auteur de Sabordages, comment la France détruit sa puissance (François Bourin, mai 2014).

La France a mis longtemps à structurer sa culture dans le domaine de l'intelligence. Jusqu'à la fin du siècle dernier, le mot renseignement avait une connotation péjorative au sein des élites françaises. Le monde politique considérait cette activité comme dégradante et l'assimilait aux pratiques de basse police, contrairement à une bonne manière de gouverner. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que la tendance s'est inversée. Les carences mises en exergue lors de la Première Guerre du Golfe ont amené le pouvoir politique à entamer des réformes qui vont s'échelonner sur plus d'une décennie (réforme du renseignement militaire, réforme du renseignement extérieur, réforme du renseignement intérieur, évolution des rapports entre les différents services, création d'un poste de coordinateur du renseignement placé auprès du président de la République). Ce changement s'est opéré dans le cadre d'un consensus politique relativement constructif. Il fallait un acte fondateur qui légitime les métiers du renseignement. La gauche a débloqué la situation en créant la Direction du renseignement militaire (DRM). En revenant au pouvoir, la droite a ensuite validé cette réforme et a pu ainsi faire

passer dans l'opinion publique la reconnaissance de l'action des services secrets dans l'action gouvernementale.

Une culture imparfaite en termes de grille de lecture

Cette démarche réformatrice a atteint ses limites dans la mesure où le périmètre d'intervention de la communauté française du renseignement s'est focalisé principalement sur des problématiques de sécurité (lutte antiterroriste, surveillance des risques de prolifération nucléaire, suivi des organisations criminelles). La définition des missions régaliennes de renseignement est conditionnée par la situation particulière dans laquelle s'est enfermé le monde occidental depuis la disparition de l'URSS et de ses pays satellites. La victoire du capitalisme sur le communisme a gommé en apparence l'expression légitime des affrontements entre puissances. Les démocraties occidentales, alliées des États-Unis en ont conclu un peu trop vite que ce n'était plus la priorité de leur doctrine sécuritaire.

Les conflits du début du XXI^e siècle réhabilitent le poids de la puissance sous un angle qu'on avait un peu perdu de vue. Depuis la disparition des blocs de l'Est et de l'Ouest, la guerre militaire, la guérilla ou le terrorisme ne sont pas les éléments déterminants des rapports de force en termes d'ordre, grandeur et d'impact sur le long terme. Les jeux financiers et marchands ont aujourd'hui une portée plus incisive dans le devenir des États et de leur population. Notons au passage que les actions offensives de portée économique, culturelle et sociétale ne sont plus l'apanage des pays occidentaux. Pour ne prendre qu'un exemple, la France était le pays leader mondial dans l'industrie de l'eau. Nos groupes industriels avaient réussi à tenir tête aux groupes américains. Cette victoire contre le plus puissant ne nous a pas mis à l'abri de l'esprit de conquête des plus petits. La Corée du Sud, prochain pays organisateur du Forum mondial de l'eau arrive en forces sur ce marché stratégique.

Certes, l'action des services de renseignement des pays européens et de la France en particulier, est aussi conditionnée par les aspects géopolitiques comme c'est le cas dans certaines opérations spécifiques liées à nos intérêts en Afrique ainsi que lors des missions de soutien aux opérations militaires extérieures du type Afghanistan, Libye, Mali ou Centrafrique. Mais la problématique française du renseignement se heurte aujourd'hui à deux défis quasi insolubles :

- comment faire du renseignement un élément déterminant de l'accroissement de puissance ?

- comment participer à une guerre de l'information résolument offensive dans le respect des règles de la démocratie ?

C'est la grande impasse des livres blancs de la Défense nationale publiés lors des vingt dernières années. La doctrine française de sécurité nationale n'intègre pas les dynamiques de menaces émergentes de l'après Guerre froide, à savoir les déséquilibres provoqués par les politiques d'accroissement de puissance menées à partir de stratégies économiques ainsi que la dimension conflictuelle du second monde (le monde immatériel symbolisé par Internet).

Ces deux sources de menaces ne sont pas secondaires :

- la fragilité durable et parfois inquiétante des économies d'une partie du monde occidental découle en partie de cette nouvelle donne de la géoéconomie mondiale ;

- l'absence de stratégie sur la maîtrise du second monde est aussi un des points faibles majeurs de l'Europe. Le monde immatériel est à conquérir. Contrairement au monde matériel, son étendue est sans limites. L'affaire Snowden révèle une faible partie de la problématique des nouvelles formes d'affrontement dans l'univers virtuel. La question de la surveillance et de l'espionnage sont la face émergée de l'iceberg. Le véritable enjeu est la maîtrise des flux marchands virtuels comme ce fut le cas pour le contrôle du commerce maritime à partir du XVIII^e siècle.

Guerre de l'information et intelligence

La revue *Défense Nationale* a publié en mai 2014 un numéro spécial sur la guerre de l'information, consacré à cette nouvelle façon de s'affronter. Il en ressort que la guerre de l'information est complexe et ne doit pas se réduire à un phénomène de mode sur l'asymétrie (guerre contre le terrorisme) amplifiée par la phraséologie des médias sociaux. Elle peut être aussi symétrique ou dissymétrique. L'affrontement non armé qui oppose les États-Unis à la Russie est de nature symétrique. Les moyens d'influence américains (canaux de la diplomatie officielle et parallèle, fondations privées, *think tank*, ONG, média sociaux et relais médiatiques) ont longtemps dominé la Russie d'Eltsine puis la première période de la présidence de Poutine. À l'époque, le rapport de force était dissymétrique. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Depuis les événements en Géorgie, les proches de Poutine ont tiré les leçons du passé et font désormais jeu égal dans les affrontements informationnels qui l'opposent aux États-Unis sur le dossier de la Crimée. Les Russes ont repris la main dans un premier temps pour contrer les manœuvres d'influence anglo-saxonne menées à l'intérieur de leur territoire. Citons par exemple les mobilisations en temps réel des cercles de jeunesse, proches de la présidence russe, pour étouffer dans l'œuf les tentatives de manifestation lancées par sms émanant des milieux opposants soutenus par l'étranger. Les Russes ont élargi leur champ de compétences à un réseau de diffusion sur le web monde dans les langues porteuses comme l'anglais. La chaîne de télévision russe RT a diffusé récemment la preuve d'une falsification de textes de la BBC sur un reportage portant sur les actes de guerre chimique en Russie qui rappelle les manipulations qui s'étaient déjà produits lors des événements en mars 2008 au Tibet (images de manifestations au Népal réutilisées pour illustrer des manifestations antichinoises).

La gestion des conflits informationnels du monde immatériel repose de plus en plus sur la capacité des États à savoir influencer en produisant de la connaissance et à maîtriser les multiples

techniques de déstabilisation (rumeurs, polémique, manipulation, techniques de storrtelling par l'information). Ce nouvel art de la guerre de l'information par le contenu s'ajoute à celui qui est en train de voir le jour avec la cyberguerre du contenant (piratage, virus, détournement d'information, destruction de sites, contrôle des outils informatiques).

La nécessité de redéfinir les priorités du système français et européen

«Un pays riche, une armée forte», ce slogan du Japon de l'ère Meiji n'a rien perdu de sa pertinence. Il résume à lui seul l'ambiguïté de la culture française de l'intelligence dont les priorités ne relèvent pas d'une stratégie de puissance mais plutôt d'un processus qui tend à privilégier la sécurité des intérêts français et le maintien des positions géopolitiques dans quelques zones cibles riches en matières premières stratégiques aux dépens des priorités d'une politique de puissance. Depuis la fin des années 60, les différents gouvernements ont adopté une posture de préservation plutôt que d'accroissement de la puissance de la France. Cette nuance est capitale. Un pays riche peut se financer sa sécurité. Un pays qui s'appauvrit perd lentement mais sûrement ses capacités opérationnelles à défendre le cadre de vie de sa population. La France est sur ce point à la croisée des chemins. L'affaiblissement de son économie, la réduction de ses capacités militaires, les difficultés à financer la paix sociale sont autant de brèches qu'il va falloir combler sous peine de subir la volonté de forces extérieures nuisibles et conquérantes et leurs relais intérieurs dans certaines parties de la population. Le pouvoir politique et la haute administration ont entamé depuis peu une approche timide de cette problématique, en mettant la thématique du renseignement économique à l'ordre du jour. Force est de constater que nous sommes loin du compte. La question centrale et essentielle est de savoir quelle est l'urgence prioritaire dans l'orientation de l'action des services de renseignement

extérieur. L'état de la France donne la réponse : c'est le renforcement de son économie, donc l'enrichissement du pays. La menace que représente le terrorisme islamique est à court terme un enjeu très secondaire par rapport au risque que représente la perte de capacité à acheter la paix sociale. Cette évidence est justement le sujet tabou qu'il ne faut pas aborder en France. La rupture d'une telle digue pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Le défi du monde actuel implique une approche nouvelle des enjeux de puissance.

Sur ce point précis, le décrochage stratégique du politique est presque caricatural. Si l'effort accompli dans le domaine du renseignement est louable, il n'a de sens que s'il correspond aux besoins fondamentaux de la nation. Or les lignes ont bougé. La conduite de la guerre militaire n'est plus la priorité comme elle le fut au siècle passé. Si le monde militaire admet enfin l'importance de la fonction renseignement comme l'a démontré le colloque organisé par la DRM à l'École militaire le 23 mai 2014. Le monde politique n'a pas suivi une évolution similaire. L'équation est pourtant simple à poser : l'Europe existera lorsqu'elle coupera le cordon ombilical qui la lie aux États-Unis depuis la création du Marché commun. Cette absence de recherche impérative d'autonomie stratégique réduit la culture de l'intelligence française (mais on pourrait citer aussi celles d'autres pays membres de l'Union européenne) à une approche imparfaite de l'affrontement souvent invisible mais permanent entre les intérêts des puissances, quelque soit leur taille. Le rapport allié/adversaire avec les États-Unis est un cas d'école sur lequel il devient urgent de travailler. Il est la première équation à résoudre pour redéfinir la place que doit occuper le renseignement sans l'élaboration d'une politique de puissance dans l'espace géopolitique et géoéconomique qu'est l'Europe. La culture française de l'intelligence aurait pu s'engager dans cette voie à la suite de la création du concept d'intelligence économique.

La voie tracée par l'intelligence économique¹

L'État ne se réforme pas. Si la sentence semble exagérée lorsqu'on évalue sa mission de service public², elle ne l'est pas sur sa manière d'appréhender les bouleversements dans le jeu des acteurs internationaux et encore moins pour anticiper les mutations des systèmes politico-économiques. Ce constat s'est vérifié une fois de plus à la fin de la Guerre froide. Formées depuis des décennies à la *pax americana*, les élites françaises rechignaient à changer de posture de pensée et de travail. L'hypothèse d'une mondialisation pacifiée leur semblait une perspective rassurante. À *contrario*, la redistribution des cartes³ dans le jeu des puissances passait plus pour une contrainte que pour une opportunité. Ces mêmes élites ne changèrent guère leurs habitudes avec l'apparition des technologies de l'information. L'ancienne *intelligentsia* et les élites au pouvoir campaient sur leur position respective en considérant la multipolarité des puissances et la société de l'information comme des phénomènes à observer avec la plus grande prudence. L'inertie du contrôle l'emporta sur l'audace de la remise en question. Quelques Français atypiques refusèrent ce choix de la superstructure et se lancèrent dans l'aventure d'une nouvelle culture de l'information en initiant la démarche d'intelligence économique.

Un pari utopique ?

Vingt ans ont passé depuis la publication du rapport Martre⁴ sur l'intelligence économique et il est possible de faire un premier bilan sur ce pari utopique. Ce concept n'est pas le fruit du hasard des

1. C Harbulot, *Sabordage, comment la France détruit sa puissance*, Paris, éditions François Bourin, mai 2014.

2. Le pouvoir politique sait impulser des changements d'orientation dans le domaine de la sécurité, de la défense, des transports, de la fiscalité ou de la recherche des taux d'emprunt les plus avantageux pour limiter la hausse de la dette.

3. Montée en puissance de la Chine, de puissances régionales telles que l'Iran, l'Inde et le Brésil.

4. *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, La Documentation française, Paris, 1994.

rencontres, il est le résultat d'une prise de conscience. Avant 1994, le monde de l'entreprise abordait la compétition économique sous l'angle de l'analyse concurrentielle. De son côté, l'administration laissait au pouvoir politique le soin de définir l'espace très confidentiel de l'intérêt de puissance de la France en matière de rapports de force économiques. À la fin des années 1960, la volonté exprimée par le général de Gaulle de donner à la France une autonomie stratégique n'a pas été relayée par des économistes ou des politologues. L'influence américaine exercée sur la classe politique et les milieux patronaux avait eu raison de cette tentative d'autonomie stratégique. Cet abandon de la ligne politique du créateur de la V^e République aboutit à une perte de sens dans la lecture des affrontements géoéconomiques.

À la fin des années 1980, la pression commerciale exercée par le Japon sur le monde occidental a relancé le débat sur la nature des affrontements économiques. C'est à cette époque qu'un petit noyau d'individus⁵ convergent dans leur analyse pour jeter les bases d'une grille de lecture sur les rapports de force économique au niveau mondial. L'homme qui a facilité l'émergence de ce courant de pensée s'appelle Thierry Gaudin. Polytechnicien atypique, il dirigeait le Centre de prospective et d'évaluation du ministère de la Recherche. À ce titre, il avait la capacité de soutenir des travaux de recherche comme celui⁶ que j'ai finalisé en 1991. Gaudin était plutôt prospectiviste mais il avait le souci de chercher à comprendre l'évolution des stratégies des entreprises. Il anima un séminaire très original qui donnait la parole à des dirigeants d'entreprise pour leur retour d'expérience. Sa liberté de pensée l'amena à s'interroger sur la question de la guerre économique. L'étude « Techniques offensives

5. Des contractuels du Commissariat du Plan, un ancien militant maoïste, un jeune consultant revenant des États-Unis, un général, des cadres d'entreprise, des ex-membres du bureau d'action scientifique du Secrétariat général de la défense nationale.

6. C. Harbulot, *Techniques offensives et guerre économique*, première publication en 1990 par le biais d'Aditech. Réédition aux éditions de La Bourdonnaye, Paris, 2012.

et guerre économique» dont le ministère de la Recherche finança la publication, eut un écho dans les médias et retint l'attention d'Edith Cresson. Elle servit de point de départ à la réflexion du groupe de travail présidé par Henri Martre. Dans le même temps, Bernard Esambert, ancien conseiller de Georges Pompidou, publiait un ouvrage sur le thème de la guerre économique mondiale⁷.

Ces écrits eurent un écho médiatique à cause de l'agressivité commerciale du Japon qui prit à la fin des années 80 une dimension polémique assez importante. Le rejet de l'expansionnisme nippon devint un sujet de discussion transatlantique après la disparition de l'URSS. Le Japon ne pouvait plus basculer dans le camp soviétique. Le monde occidental retrouvait une marge de manœuvre importante pour limiter les ambitions commerciales de la seconde économie mondiale. De nombreux ouvrages sortirent durant cette période de transition pour tenter de comprendre ses succès industriels et ses conquêtes sur les marchés américains et européens. Leur résonance servit de caution officieuse aux promoteurs du concept d'intelligence économique. Cette démarche était très encadrée par les ultralibéraux et les tiers-mondistes présents au sein de la direction du Commissariat au Plan. Ces deux courants antagoniques se rejoignaient dans leur opposition à toute tentative de définition d'une stratégie de puissance pour la France en termes économiques. Les ultralibéraux craignaient la formulation d'un jugement critique à l'égard des États-Unis. Les tiers-mondistes s'intéressaient en priorité à la disparité des rapports entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Une résonance limitée

Si le rapport Martre eut un impact trop limité pour susciter un quelconque débat dans le monde intellectuel, il créa cependant une brèche dans les certitudes affichées par les élites au pouvoir depuis l'abandon de la politique industrielle. La mondialisation

7. B. Esambert, *La guerre économique mondiale*, Olivier Orban, Paris, 1991.

n'aboutissait pas à une pacification des échanges comme le laissait espérer la création de l'Organisation mondiale du commerce. Les blocages successifs de ces négociations commerciales à partir des années 1990 résultaient en partie des positions prises par des économies émergentes coalisées pour la circonstance contre les pays occidentaux. Dans le même temps, les nouveaux entrants sur le marché mondial affichaient un nationalisme économique qui contribuait au durcissement d'une compétition que l'on croyait définitivement libérée des contraintes politiques des États. Ultime paradoxe, l'Union européenne s'activait pour accélérer le démantèlement des champions nationaux alors que la Chine, le Brésil et l'Inde construisaient leur compétitivité en s'appuyant sur les synergies entre le public et le privé. L'accumulation de ces signaux d'alerte aurait dû renforcer la légitimité de l'intelligence économique. Il n'en fut rien. Le pouvoir politique continua à considérer cette activité comme une tâche secondaire du bout du couloir. La plupart des médias passèrent leur temps à associer ce concept à de l'espionnage. Quant aux intellectuels, ils n'y prêtèrent pas la moindre attention. À l'exception de l'un d'entre eux, Marcel Gauchet qui, interrogé⁸ sur le rapport entre la nation et la puissance, rappelait qu'aucun homme politique ne tenait aujourd'hui le langage de la puissance.

Conclusion

La pensée dominante s'est imposée presque naturellement sous la pression de la Guerre froide. Le risque sous jacent d'une troisième guerre mondiale a cimenté le cadre de pensée de nos élites. *De facto*, le devenir du monde occidental était intimement lié à la capacité des États-Unis à assurer notre protection et notre développement. La disparition d'une possibilité de destruction mutuelle par une guerre

8. *Marianne*, 19-25 août 2003.

nucléaire a modifié les frontières de notre pensée stratégique, ou du moins ce qu'il en restait. Désormais, la France doit faire face à un monde incertain, dangereux et ouvert à de multiples menaces. La formule du général de Gaulle «la défense tous azimuts» ne fait plus sourire que les inconscients. C'est le pari de l'élargissement de la culture française de l'intelligence à un stade de maturité stratégique qu'elle n'a pas encore atteint.

RÉSUMÉ

La réforme du renseignement qui a été entamée en France depuis une vingtaine d'années, a modifié la perception des élites à l'égard d'une fonction essentielle dans la gouvernance d'un État. Pour autant, cette réforme ne répond pas à tous les défis du monde actuel. Trois grands sujets sont absents de cette problématique: le rôle du renseignement dans l'accroissement d'une politique de puissance, l'éventualité de l'affaiblissement des États-Unis dans la sécurité du monde occidental, l'importance du contenu dans les rapports de force informationnels générés par le monde immatériel.

37

ABSTRACT

The intelligence reform which began in France twenty years ago, has changed the way that elites see the intelligence as an essential part of governance. However, this reform does not solve all current challenges. Three main topics are out of the problem: the place of intelligence in the increase of a policy of power, the possible weakening of the United States in the security of the Western world, the strength of the content in the informational power relationship created by the intangible world.

BULLETIN D'ACHAT, D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (5 numéros)	95 €	135 €
2 ans (10 numéros)	180 €	220 €

Je souscris un abonnement pour 1 an 2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite commander un numéro à l'unité (20€ + frais de port: France, 2.10€; Autres, 4.50€)

Numéro _____

Signature/Cachet _____

Date _____

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann, 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700200 - clé RIB : 09

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 009

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez « frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de Choiseul Éditions,

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CONTACT:

Institut Choiseul

16 rue du Pont Neuf, 75001 Paris

Tel. : +33 (0)1.53.34.09.93

publications@choiseul.info



APARTÉS

Michel ROGER

La Principauté de Monaco : un État aux spécificités utiles à l'Europe

Hervé MORIN

Penser la dissuasion de demain

Christian HARBULOT

La culture française de l'intelligence

Jean-Marc de LA SABLIERE

La perte d'influence de la France sur la scène internationale

Jérôme CHAMPAGNE

Pour une FIFA forte, proactive et régulatrice

VILLAGE GLOBAL

Derek EL ZEIN

L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie

Tewfik HAMEL

La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine

Mohamed Mostafa KAMAL

L'Égypte vers le renouveau

Loïc SIMONET

La crise du gaz de 2014 entre l'Ukraine et la Russie : beaucoup de bruit pour rien ?

François CAMPAGNOLA

Le corridor énergétique Sud après l'échec du projet Nabucco

HORIZONS EURASIATIQUES

Pascal MARCHAND

La Russie et l'espace eurasiatique

Julien VERCUEIL

L'Union économique eurasiatique : une intégration au prisme de la Russie

Mathieu BOULEGUE, Jérôme PASINETTI, Elena PAVLOVA

Le Kazakhstan, puissance régionale émergée ou puissance mondiale en développement ?

20 euros

